

## *Communiqué de presse*

74/22

Montreuil le 6 septembre 2022

### **« Mission Flash Urgences »**

### **Non, M. le Ministre, l'été ne s'est pas bien passé. Il a été catastrophique !**

Le ministre Braun se félicite des mesures de la Mission Flash et se dit satisfait de l'été qui vient de passer. Malgré les effets d'annonce, il n'a convaincu personne !

Les centres 15 sont débordés. Les personnels sont épuisés. Les services d'urgence ferment de manière impromptue, du jour au lendemain, pour un ou plusieurs jours, y compris dans les grandes villes. Le nouveau président de SAMU Urgences de France dit "qu'il s'agit du pire été que nous ayons connu aux urgences". Il y a un fossé entre la communication du ministre et la réalité !

Le ministre ne fait rien pour permettre la réouverture 24h/24h de tous les services d'urgences fermés. Et pour cause, il souhaite, dans le cadre du PLFSS 2023, pérenniser et généraliser les mesures qui ont restreint l'accès à l'hôpital cet été (« régulation médicale préalable ») et qui aboutissent aujourd'hui, à une désorganisation sans précédent de TOUT notre système de santé.

Ici, les pompiers ont dû assurer eux même les gardes des SMUR fermés sur leur territoire. Là, ce sont les déserts médicaux qui gagnent et des patients qui ne parviennent plus à avoir de RDV avec leurs médecins avant plusieurs semaines ou mois. Partout, ce sont des usagers, des malades qui renoncent à se faire soigner car ils ont entendu qu'il ne fallait plus se rendre aux urgences, ou qui ne peuvent pas faire l'avance de frais pour un RDV dans le privé.

Au travers de cette « Mission Flash », c'est en fait la volonté du ministre et d'autres acteurs de casser le cadre protecteur national de l'hôpital public, et de développer des gestions territoire par territoire, établissement par établissement en supprimant le principe d'égalité d'accès aux soins.

Le ministre annonce désormais vouloir lancer la « refondation de notre système de santé » avec « les parties prenantes ». A aucun moment la CGT ne sera « partie prenante » de la démolition de notre système de santé et de sa privatisation !

Le 30 août, la CGT a réitéré sa demande d'ouverture de véritables négociations.

Le ministre doit répondre en urgence aux revendications immédiates des personnels ! Il doit mettre en œuvre un grand plan de formation et d'embauches massives, ainsi que des mesures fortes pour l'amélioration des conditions de travail et sur les salaires ! Et il doit garantir à chaque citoyen un libre accès à l'hôpital public 24h/24, 365 jours/365 !

Comme l'ont affirmé unanimement les 500 délégués du congrès à Saint Malo, le préalable pour une vraie négociation est la réintégration de nos collègues suspendus !